

D/1947.07.02 — André Malraux : «Discours prononcé par M. Malraux au vélodrome d'Hiver le 2 juillet 1947». Sténotypie de 8 pages. (Archives de l'Institut Charles-de-Gaulle.)

André Malraux

Discours prononcé au Vélodrome d'Hiver le 2 juillet 1947

Puisque c'est à moi, camarades, qu'il appartient de clore cette réunion, je vais essayer de reprendre l'ensemble de ce qui vous a été dit, seulement en quelques phrases, en lui donnant le plus de sens possible pour arriver d'abord à établir ceci : que nous entendons, en effet, être non seulement le Rassemblement du Peuple Français, mais le rassemblement des énergies françaises. Nous voulons savoir aussi pourquoi nous entendons nous rassembler.

Qu'on le veuille ou non, le gouvernement français qui s'achève marque non pas la fin d'un gouvernement parmi d'autres, mais la fin d'une sorte d'époque. A la Libération, commença l'époque du général de Gaulle qui devait s'achever, comme vous le savez, au départ du général; dès lors commença une expérience aujourd'hui terminée et, quoi qu'il arrive, c'est quelque chose d'autre qui va commencer.

Depuis le temps qui a été donné aux gouvernements successifs qui se réclamaient de la gauche et, somme toute, de leurs liens avec la misère (comme si la misère avait jamais été un privilège de tel ou tel parti, s'appelât-il le parti communiste !), depuis cette minute, depuis cette heure, depuis ces années, il est de fait que jamais la condition ouvrière et la condition populaire n'avaient été plus mauvaises en France depuis cent ans qu'elles ne l'ont été alors. (*Applaudissements.*)

A quoi cela tient-il ?

D'abord, à une raison d'ordre général : nous sommes entrés dans un grand temps de mensonges où les propagandes successives se heurtent dans une sorte d'humour sinistre, et nous ne voyons plus une seule des questions qui se posent à nous, autrement que recouverte par une sorte de vague hésitation et, somme toute, par des masques; de même que lorsque vers 1850 le problème essentiel de l'histoire était devenu «capitalisme et prolétariat», on ne discutait encore que de royalisme ou de royauté, de même on ne discute plus que de capitalisme et de prolétariat à une heure où ces deux notions, d'ailleurs très fortes, ne recouvrent plus une seule des réalités qui nous sont soumises et que nous devons résoudre; les faits réels qui sont en face de nous, ce n'est pas tant l'ordre économique, le capitalisme et le prolétariat; c'est l'existence des intermédiaires grâce auxquels la réalité économique de la France disparaît et qui font de ce pas une sorte de nouvelles Echelles du Levant.

La réalité économique fondamentale ce n'est pas «capitalisme et prolétariat», c'est que tous les gouvernements qui se sont succédé en Europe continentale, en voulant faire l'économie du vingt et unième siècle, ont fait simplement celle du quinzième, et qu'ils ont partout non pas bloqué les salaires, non pas bloqué les prix, mais tout simplement bloqué la monnaie, et qu'on a par conséquent reconstitué ce qui se passait dans un monde très lointain où l'argent ne circulait pas.

La situation qui nous occupe, et à laquelle j'arrive enfin, est de la même nature : à l'heure actuelle, les gouvernements qui se sont succédé depuis le départ du général de Gaulle, sont en train d'accepter une augmentation systématique des prix agricoles en prétendant ne pas faire l'augmentation des prix industriels et (nous disions cela il y a déjà un mois), depuis avant-hier, ils sont en train de reconnaître doucement, qu'inévitablement, ils entrent, abandonnant l'expérience sur laquelle ils s'étaient fondés, dans un cycle dont ils ne sortiront plus.

Il est impossible à la France, parce qu'il est impossible à n'importe quel pays, de prétendre maintenir un système de prix agricoles à un coefficient de 12 ou 14 avec des prix industriels au coefficient 6 et les Etats-Unis d'Amérique eux-mêmes, mis en face d'une semblable situation, ne parviendraient pas à la vaincre. Il est donc inutile qu'on vienne nous raconter que nous la vaincrons. La réalité économique est telle qu'elle

appelle impérieusement et jour après jour, la mort, la strangulation lente de ce pays, et ce qui nous réunit, c'est d'avoir les premiers dit : par votre impéritie, votre ignorance et votre mensonge, vous avez entrepris la mort de la France, à quoi nous nous opposerons.

Qu'on ne vienne pas nous raconter que nous prêchons la catastrophe; la culpabilité principale, le long des routes où il y a des précipices, n'appartient pas aux poteaux indicateurs; nous disons que la catastrophe est là, nous le répèterons aussi longtemps qu'eux s'en rapprocheront, et nous disons que les événements, jour après jour, et la voix de nos adversaires eux-mêmes, ne cessent de nous donner raison.

Et si vous êtes si nombreux dans cette salle ce soir, c'est bien parce que pour vous tous, la France existe; mais c'est aussi parce que pour un grand nombre d'entre vous, depuis quelques semaines il est apparu que la mort de la France allait exister aussi. Et si vous vous moquez des programmes (et vous avez bien raison), et si vous pensez que les marchands de programmes, comme d'habitude, resteront à la porte dans les drames qui se jouent sur les théâtres, c'est parce que vous savez par la même occasion que le drame approche, et parce que vous ne voulez pas faire des théories de la navigation quand un bateau coule, mais aller aux pompes.

Nous ne voulons pas entrer, ni dans la théorie des programmes – non pas parce que nous n'en avons pas, mais parce que nous les réduisons – ni, ce qui est plus sérieux, dans les théories des philosophes de l'histoire.

Ce que signifient profondément les partis, ce sont, au-delà de leurs intérêts électoraux, des cristallisations d'un certain nombre de points de vue dont chacun correspond à une philosophie de l'histoire : or, nous estimons que, quelle que soit la philosophie de l'histoire que nous pouvons accepter ou refuser, elle a des objectifs lointains que nous n'avons ni le temps ni le droit d'attendre, et que nous devons d'abord régler les problèmes qui sont en face de nous et qui, comme on l'a dit déjà, sont des problèmes de vie ou de mort.

On nous parle longuement et nous parlons nous-mêmes de la démocratie; prenons bien garde à un fait très simple : camarades, depuis la guerre la démocratie a cessé d'exister en Europe.

Le jour où, à l'intérieur d'un système démocratique, est intervenu un nouveau système de partis, totalitaires communistes, ce jour-là, la démocratie qui reposait sur le franc jeu, a parfaitement cessé d'exister – parce que mettre les loups dans la bergerie n'est pas une certaine façon de faire le berger.

Ce qu'il importe de changer, ce n'est pas tel ou tel ministre, c'est le système lui-même, et c'est pour cela que le général de Gaulle avait dit à Bayeux qu'il entendait fonder une démocratie véritable, car elle est à fonder, sur le recours du peuple, sur l'élection de l'exécutif par le peuple, sur l'élection du législatif par le peuple et sur le recours du peuple en cas de conflit.

Nous sommes alors entrés dans un domaine absolument incroyable où une presse immense s'est mise à expliquer que nous étions en face du fascisme et de la dictature. Ce genre de plaisanterie n'a aucune importance; ce qui en a, c'est de bien dire que lorsque nous parlons de démocratie, nous ne parlons pas d'une gentillesse plus ou moins grande donnée à tel ou tel système ou personne, nous parlons de notre volonté commune de transformer fondamentalement le système politique de la France.

L'idéologie profonde que le général de Gaulle a opposée au marxisme, il l'a nommée à plusieurs reprises l'intérêt général; je rappelle aux amateurs de fascisme que la formule appartient à Robespierre qui en est l'inventeur.

Qu'est-ce qu'aujourd'hui recouvre l'idée d'intérêt général ?

Je voudrais essayer de la développer, car c'est tout de même le fond de notre idéologie actuelle.

La situation politique de l'Europe occidentale est devenue telle que, dans l'ensemble du pays, un certain nombre de forces, les unes inqualifiables, les autres parfaitement légitimes, mais toutes anarchistes, se sont constituées et qu'elles se développent seules et par leurs forces. La situation s'était déjà produite pour les syndicats et pour les intermédiaires, et dans tous les domaines, à Weimar où l'on a vu le résultat célèbre arriver que chacun obtenait en particulier satisfaction de ses revendications, mais que tous à la fin se trouvaient ruinés. Du moment qu'il y a une réalité syndicale qui demande une augmentation de salaires, d'ailleurs absolument

légitime, il est impossible que cette augmentation soit donnée, soit parce que ceux-là ont crié les premiers soit parce qu'ils se sont plaints plus fort, même légitimement, soit surtout, ce qui est bien plus courant et bien plus grave, parce que ce sont ceux qui auront le plus grand poids électoral. Il faut que l'augmentation soit donnée à la collectivité, à la fois la plus menacée et la plus utile au relèvement général.

Or, cette idée d'une sorte d'axe qui implique un plan d'ensemble à la fois politique et économique, implique cet Etat fort dont ont parlé tous les orateurs qui m'ont précédé, et l'idée centrale de l'intérêt général, c'est simplement l'ensemble des organisations et de la structure qui permet la mise en ordre d'un pays aussi profondément atteint que le nôtre.

Cette idée centrale étant admise, il est bien évident que nous redirons que nous ne voulons pas de programme, mais que cela ne veut pas dire que nous ne savons pas où nous allons et surtout que nous n'avons pas d'objectif. Notre formule n'est pas que le Rassemblement est sans programme; notre formule est que le programme du Rassemblement, ce sont des objectifs.

Notre objectif dans l'ordre économique, c'est le rétablissement de tous les secteurs libres aussitôt qu'on peut le faire.

Notre objectif dans l'ordre social, ce sont les élections syndicales libres immédiatement. Notre objectif dans l'Union Française, il s'appelle simplement le choix : qu'un Gouvernement français évacue ou maintienne l'Indochine – et vous savez ce que nous pensons –, mais qu'on cesse une bonne fois, avec des ministres debout ou assis à leurs bancs, d'insulter par la voix de l'Etat les soldats que l'on envoie tuer.

Notre objectif politique, c'est de rétablir le jeu normal des partis ou des tendances car, là encore, que l'on s'entende bien : le général de Gaulle n'a jamais dit qu'il dissoudrait les partis; ce qu'il a dit, c'est qu'il était inadmissible qu'un ministre obéisse à son parti et non pas à la France, et qu'on finisse par remettre entre les mains du Comité central M.R.P., du Parti Socialiste ou du Parti Communiste, le destin de la France.

Tous les partis existent en tant que tendances, dans la mesure où ils représentent une coordination. Le général de Gaulle n'a jamais parlé de dissolution ou de ne pas dissoudre, mais de remettre en place le fonctionnement d'un organisme faussé et profondément détruit.

Dans l'ordre policier, et ceci est fort important, il faut bien nous dire que si nous sommes opposés au totalitarisme, c'est entre autres raisons parce qu'il a créé dans tous les pays où il existe ce que j'appellerai le quatrième pouvoir. Il n'est pas vrai que la Gestapo et le Guépéou soient une sorte de variante des polices que nous connaissons; ce n'est pas une police plus nombreuse, ce n'est pas comme le disent nos adversaires, qui savent très bien qu'ils mentent, une autre D.G.E.R. La D.G.E.R., que ceux qui l'ont vue se lèvent ! Il n'y en aura pas beaucoup; mais si nous disions à une salle russe : que ceux qui ont connu la Guépéou se lèvent : ils resteraient peut-être assis, mais il n'y aurait peut-être pas assez de place pour tous les fantômes jusqu'au-delà de cette nuit.

Dans l'ordre de la culture, la liberté de l'esprit est la vérité, au moins dans la mesure où elle est vérifiable.

Tels sont nos objectifs immédiats et précis; ils représentent ensemble une seule idée : la responsabilité au service de la liberté.

Je le précise bien : nous avons deux idées fondamentales, l'une est responsabilité, donc autorité, et l'autre est liberté, et il est bien entendu que la première est au service de la seconde.

Si j'y insiste, c'est qu'il est souhaitable que vous puissiez dire quand vous rentrerez chez vous, qu'il se passe ici pour une fois, pour la première fois, un immense événement historique; en face du stalinisme, depuis des années, jamais ne s'est dressé autre chose que le fascisme. Nous avons le choix entre deux hypothèses également refusées. Pour la première fois, dans ce pays qui avait de si profondes traditions de liberté, il se produit que c'est la démocratie renouée, c'est la liberté qui va se dresser en face du stalinisme. Et je crois que quelle que soit l'immense puissance économique et militaire des Etats-Unis, il ne suffirait pas de cette puissance, parce qu'il y a derrière le communisme un vieil et grand idéal de justice, pour que s'arrête la grande vague qui

risquerait de déferler sur l'Europe. Il faut une autre petite chose qui a été bien longtemps sacrée dans ce pays, il faut qu'un pays meurtri et ravagé qui s'appelle la France, se dresse et non pas au nom de sa force, mais au nom de ses blessures, et qu'il dise au communisme : ici s'arrêteront vos marches, parce que c'est tout de même ici que nous vous arrêterons au nom de ce que nous avons souffert et au nom de la liberté.

Evidemment, nous commençons à comprendre au moins ce soir que, lorsque nous avons commencé, nous étions tout de même un peu trop pessimistes. Assurément, il n'y aura de résurrection de la France que si la France veut d'abord ressusciter; évidemment, nous sommes bien obligés de penser qu'elle est incroyablement endormie, mais tout de même nous sentons bien ce soir qu'elle ne l'est pas tant que cela. Et lorsque nous allions en province dire : Français, souvenez-vous de la France ! à peine est-il besoin de le dire ici, car vous vous en souvenez tous.

Nous savons tous ensemble, quand même, ce qu'a pu signifier ce pays. Comme l'a dit un orateur tout à l'heure, nous savons ce qu'il signifie encore, comme la lumière des étoiles éteintes qui parvient très tard. Nous savons ce qu'il signifie encore pour l'Orient et l'Amérique du Sud, non plus sur une puissance qu'il n'a plus et qu'il ne revendique pas, mais au moins dans cet autre domaine sorti des temps illustres où il était à la fois la raison ardente et le cœur enflammé de l'Europe.

Français, souvenez-vous de la France ! Mes camarades, qui m'écoutez là-haut dans l'obscurité, au-delà de toute cette lumière, dites-vous que nous sommes ensemble en train de faire quelque chose d'immense et qui avait à jamais disparu; dites-vous que nous commençons quelque chose qui aura non pas seulement son sens dans la mémoire des hommes, mais son sens le plus profond pour chacun de nous lorsqu'il s'en souviendra plus tard.

Sans doute, on nous dit : Vous êtes liés à un homme. Oui, nous sommes liés à un homme; à quoi sommes-nous liés dans cet homme ? D'abord, à une voix – bien sûr, nous le savons tous – à une voix que nous avons si souvent entendue. Ici, Londres; Honneur et Patrie; vous allez entendre le général de Gaulle.

Et nous sommes liés aussi à autre chose; à ce que, au temps de la plus grande honte, au temps où la Gestapo était la plus puissante, lorsque nous parlions d'union, il y avait un homme à qui nous pensions quelquefois, qui était le seul Français à qui l'on eût pu appliquer la vieille phrase sortie du fond séculaire du malheur de la France, et vous la connaissez tous :

«Il n'est pas si pauvre fileuse en France qui ne filerait pour payer ma rançon».

Si nous sommes liés à un homme, c'est aussi pour une troisième raison; les journalistes américains ont raconté qu'à Casablanca, le président Roosevelt disait au général de Gaulle : «Vous êtes un général, vous défendez votre pays comme le général Juin, comme le général Giraud, c'est très bien, mais il est souhaitable que la politique française demeure fluide», et le général de Gaulle aurait répondu : «Je ne suis pas un soldat qui défend la France, je représente la France à cette table. Il se trouve que je la représente seul; si quelqu'un d'autre vient la représenter, peut-être m'inclinerais-je, mais jusqu'ici personne ne s'est présenté. Le langage que je tiens, je dois continuer à le tenir parce qu'il est celui de la France et qu'il faut que le langage de la France soit tenu.»

Nous sommes avec le général de Gaulle parce qu'il a maintenu la voix de la France, dans le plus profond silence... et que, tout de même, lorsque j'écoutais les premiers applaudissements là-haut, tout à l'heure, il me semblait entendre obscurément rebattre, pour la première fois, le grand cœur endormi que tout le monde a cru celui de la France qui ne se réveillerait pas.

Nous avons seulement à demander à nos adversaires ceci : qu'on nous juge à nos actes. Nous n'accepterons pas qu'on nous dise que le général de Gaulle est contre la République parce qu'il l'a rétablie, contre le vote des femmes parce qu'il l'a institué, pour les lois raciales, parce qu'il les a abrogées. Nous n'acceptons pas qu'on nous dise qu'il sera antirépublicain, parce que M. Duclos l'a dit, car nous estimons que l'avenir du général de Gaulle n'est pas entre les pattes de M. Jacques Duclos.

Nous n'avons en somme, à part notre ferveur, à peu près rien. Ce mouvement qui vous groupe tous, ce soir, n'a pas même un journal en France.

André Malraux, «Discours du vélodrome d'Hiver», 2 juillet 1947

Compagnons qui êtes venus déjà depuis un certain temps, et vous tous qui les avez accompagnés, nous vous disons : nous, ici, nous tous qui sommes là, au nom de la France, au nom du général de Gaulle, nous vous appelons à venir avec nous refaire la France avec vos mains nues !